

## La sociologie des classes n'est plus une sociologie

Jean-Marie Harribey

5 janvier 2019

*Blog Alternatives économiques*

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2019/01/05/la-sociologie-des-classes-n-est-plus-une-sociologie>

Il ressort des analyses les plus répandues du mouvement des Gilets jaunes un grand confusionnisme sur les classes sociales. Certes, ce confusionnisme ne date pas d'aujourd'hui ; on peut même le faire remonter aux heures les plus fastes économiquement du XX<sup>e</sup> siècle dans les pays capitalistes développés. J'avais déjà émis des réserves dans un texte plus ancien (« La sociologie du café de commerce », <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2016/12/18/la-sociologie-de-cafe-du-commerce>) sur l'utilisation du concept de classe(s) moyenne(s), le balancement entre le singulier et le pluriel étant un des symptômes de l'embrouillamini général.

Bien que, à l'époque, mon texte ait soulevé l'ire de Louis Chauvel et de Louis Maurin, je maintiens ma critique de la (les) classe(s) moyenne(s). Car le mouvement des Gilets jaunes a de nouveau donné lieu à une théorisation incohérente. Je laisse aux géographes le soin de vérifier si la cartographie métropoles/périphéries théorisée par Christophe Guilly recoupe le clivage social catégories supérieures/catégories populaires. Mon souci est ailleurs. Il est dans la définition des concepts de classe(s) populaires et de classe(s) moyenne(s).

Que nous dit Christophe Guilly, rejoignant nombre de commentaires actuels ? « Les catégories populaires forment le socle de la classe moyenne ». Mais, plus loin : « La classe moyenne est en train de disparaître, à cause de la mondialisation et de la métropolisation, qui excluent les catégories populaires ». Ou encore : « Les "gilets jaunes", les "bonnets rouges", les mouvements populistes, Le Pen, Trump, le Brexit, c'est une sociologie. C'est l'ancienne classe moyenne majoritaire. (...) En l'occurrence des catégories populaires – des ouvriers, des employés des indépendants, etc., qui ne sont plus intégrées économiquement, politiquement et culturellement. Comme l'était hier la classe moyenne. »<sup>1</sup>

### Quels problèmes pose cette « classification » ? Un non-sens théorique ?

D'abord, il y a une assimilation de la classe moyenne aux catégories populaires ou inversement. De deux choses l'une : ou bien il y a quelque chose « en dessous » de la classe « moyenne-populaire », et qu'est-ce qu'il peut y avoir sociologiquement de plus mal loties que les classes populaires ? Ou bien il n'y a rien en dessous et c'est le concept de « moyenne » qui étale sa vacuité théorique.

On voit l'usage politique qui est fait de ce confusionnisme. Avec le Smic on fait partie de la classe moyenne ! Le tour de passe-passe est complet. Dans sa note de mars 2018, l'Observatoire des inégalités fait démarrer les classes moyennes à 1265 euros par mois de niveau de vie pour une personne seule.<sup>2</sup> À peine au-dessus du seuil de pauvreté défini à 60 % du revenu médian.<sup>3</sup>

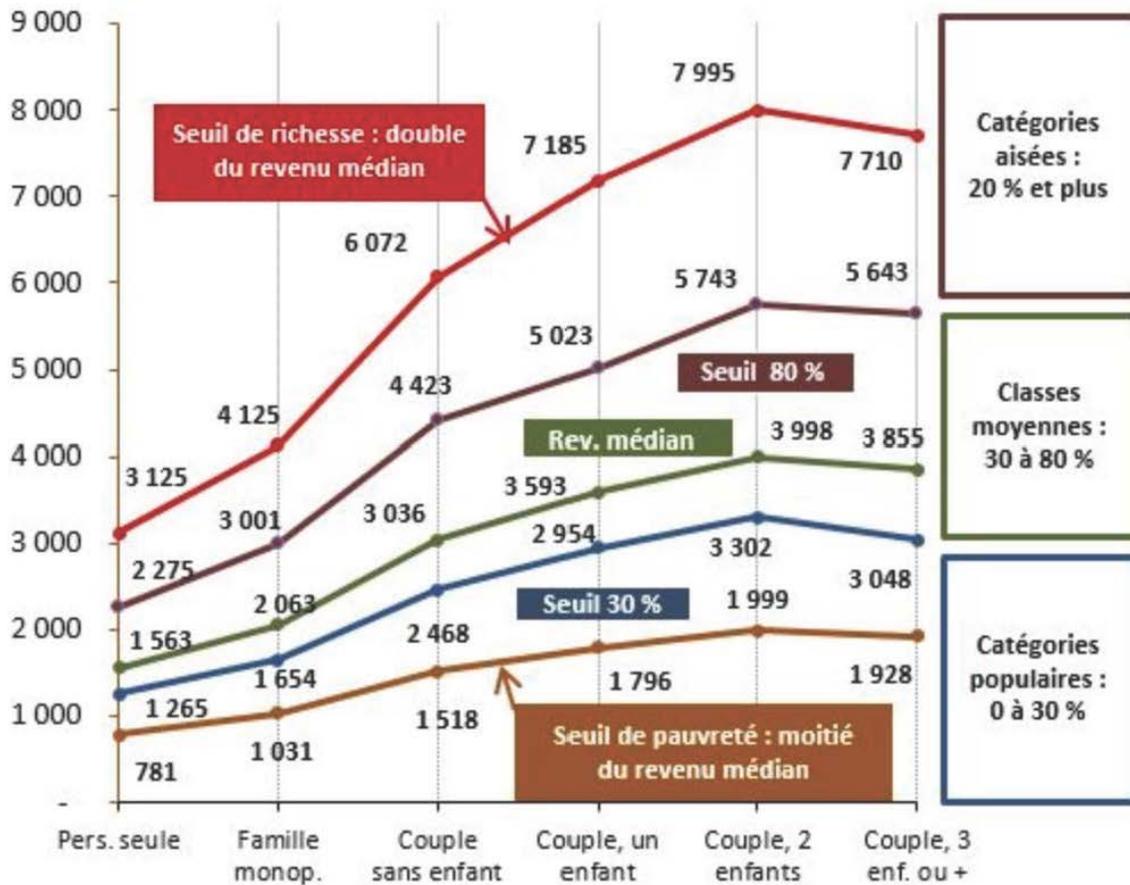
---

<sup>1</sup> Christophe Guilly, « Les gilets jaunes témoignent d'un conflit de classes », *La Vie*, 22 novembre 2018.

<sup>2</sup> Observatoire des inégalités, « Riches, pauvres et classes moyennes : comment se situer ? », 2 mars 2018, [https://www.inegalites.fr/Riches-pauvres-et-classes-moyennes-comment-se-situer?id\\_theme=15](https://www.inegalites.fr/Riches-pauvres-et-classes-moyennes-comment-se-situer?id_theme=15)

<sup>3</sup> Pour une critique du seuil de pauvreté défini à 50 % du revenu médian, tel que le prône l'Observatoire des inégalités, « Rapport sur la pauvreté en France », octobre 2018 ([https://www.inegalites.fr/IMG/pdf/web\\_rapport\\_sur\\_la\\_pauvrete\\_en\\_france\\_2018\\_observatoire\\_des\\_inegalites\\_et\\_compas.pdf](https://www.inegalites.fr/IMG/pdf/web_rapport_sur_la_pauvrete_en_france_2018_observatoire_des_inegalites_et_compas.pdf)), voir Didier Gelot, « Changer la mesure de la pauvreté : une fausse bonne idée », 23 octobre

## Les niveaux de vie selon le type de famille (euros mensuels)



Source : Observatoire des inégalités d'après Insee. Données 2016, après impôts et prest. sociales.

Ensuite, cette « classification » fait comme si on ne disposait pas de statistiques fiables sur la composition de la population et notamment de la population active. Étude après étude, l'INSEE dénombre, en France, des ouvriers et des employés qui représentent près de la moitié de la population active. Si on y ajoute une bonne part des catégories socio-professionnelles dites intermédiaires dont les niveaux de qualification et de salaire sont faibles ou modestes, c'est plus de 60 % de la population active qui dessinent le contour des classes populaires au sens propre. En sachant que le niveau de vie médian par personne est de 1710 euros par mois. D'ailleurs, Louis Maurin, directeur de l'Observatoire des inégalités, conteste l'idée de la disparition des classes populaires et affirme que « la France est loin d'avoir été "moyennisée" »<sup>4</sup>.

Fondamentalement, le concept de classe(s) moyenne(s) joue aujourd'hui un rôle particulier en sociologie, bien loin de ce que son inventeur, Max Weber (voir mon texte précédent référencé ci-dessus), en disait. Ce rôle est de faire disparaître le prolétariat salarié, un concept trop dangereux pour l'idéologie dominante. Du même coup, disparaît aussi son vis-à-vis, la bourgeoisie qui maîtrise l'ensemble des moyens de produire les conditions matérielles et culturelles de vie. Il n'y a pratiquement plus que des « moyens » si l'on excepte les 1 % ou

2018, <https://blogs.alternatives-economiques.fr/idies/2018/10/23/changer-la-mesure-de-la-pauvrete-une-fausse-bonne-idee>

<sup>4</sup> Louis Maurin, « Classes sociales : la vraie-fausse fin des ouvriers », 31 mai 2018, <https://www.alternatives-economiques.fr/classes-sociales-vraie-fausse-fin-ouvriers/00084676>

0,1 % les plus riches. La subtilité (le subterfuge) consiste à distinguer la(les) classe(s) moyenne(s) inférieure(s) et la(les) classes moyenne(s) supérieure(s), et par conséquent... la(les) classe(s) moyenne(s) moyenne(s) !

Ce qui a été pris pour une disparition du prolétariat salarié et des fractions les plus exploitées et dominées de celui-ci est en réalité un éclatement de ce prolétariat salarié, qui résulte de la transformation profonde du travail, de ses conditions, de son organisation, de sa répartition à travers les territoires (d'un point de vue national et mondial). Le plus souvent, la montée du phénomène d'ubérisation est interprétée comme allant vers une croissance du travail indépendant et donc une réduction du salariat. En réalité, il s'agit d'un renouvellement des formes d'exploitation et de domination qui reproduit le statut de subordination du travailleur à son employeur, même sous le couvert de sous-traitance.

Éclatement du prolétariat salarié dont la division est renforcée par les multiples atteintes portées à l'encontre du droit du travail, des droits sociaux, des services publics, en bref à l'encontre de ce qui pouvait « faire société » malgré la reproduction des inégalités et les rapports de force souvent défavorables à la plupart des travailleurs.

La contradiction de cette classification diluant les classes populaires dans une ou des classes moyennes apparaît lorsque ses théoriciens diagnostiquent tout de même une « lutte de classes ». Comment une lutte de classes pourrait-elle exister alors qu'il n'y a plus qu'une moyenne ou des moyennes ? Lutte entre qui et qui puisque le concept de classe est dialectique, c'est-à-dire qu'une classe ne se conçoit que par rapport à une autre ? On devine la réponse à cette objection : la(les) classe(s) moyenne(s) s'étiolent, disparaît(issent) dans le(s) populaire(s). Autrement dit, premier temps : le(s) populaire(s) se fond(ent) dans le(s) moyenne(s) ; second temps : le(s) moyenne(s) se fond(ent) dans le(s) populaire(s). Tout cela n'a pas grand sens et témoigne d'une myopie historique, croyant discerner le mouvement de long terme dans les soubresauts contingents.

En se focalisant sur la(les) classe(s) moyenne(s), on a confondu la disparition des classes sociales avec l'augmentation générale du niveau de vie, de l'éducation, de la santé, due au développement économique et social général et progressif.

### **Un contresens historique ?**

Il est courant d'entendre ou de lire que la (les) classe(s) moyenne(s) a(ont) été le soubassement de la démocratie. Rien n'est plus faux. Tous les progrès de la démocratie depuis deux siècles ont été apportés par les luttes sociales, principalement les luttes ouvrières, dans des périodes historiques bouleversées par les révolutions, les guerres et les crises. Est-ce(sont-ce) la(les) classe(s) moyenne(s) qui a(ont) peu à peu imposé la République ? Non, il a fallu près d'un siècle pour que celle-ci soit définitivement installée, un siècle émaillé par la Restauration, deux empires, plusieurs coups d'État, les révolutions de 1830, 1848, 1871. Un siècle dans lequel la(les) classe(s) moyenne(s) n'a(ont) joué aucun rôle puisqu'elle(s) n'exista(en)t pas, tandis que la bourgeoisie montante hésitait à s'affranchir clairement des anciens cadres politique et institutionnel, et s'appuyait sur les tenants de la propriété foncière et les masses paysannes pour réprimer dans le sang toutes les révoltes ouvrières, avant de consentir à la République.

Est-ce(sont-ce) la(les) classe(s) moyenne(s) qui ont imposé la construction d'une protection sociale, un système de santé collectif et un système de retraites hors de la contrainte de rentabilité du capital ? Nullement. Ces systèmes sont nés de conquêtes sociales ou par crainte de révoltes plus fortes (par exemple, création par Bismarck d'un premier régime de retraites en Allemagne).

Est-ce(sont-ce) la(les) classe(s) moyenne(s) qui ont imposé la reconnaissance du droit de grève en 1864, de l'existence de syndicats en 1884 et du fait syndical dans l'entreprise en

1968 ? Est-ce(sont-ce) la(les) classe(s) moyenne(s) qui ont pensé l'instauration de l'impôt « en fonction des capacités de chacun » en 1789 et plus tard de l'impôt progressif sur le revenu ? Poser ces questions, c'est y répondre.

Enfin, est-ce(sont-ce) la(les) classe(s) moyenne(s) qui ont fait barrage en France aux émeutes fascistes de février 1934 qui voulaient prendre d'assaut l'Assemblée nationale ? Pas du tout, ce sont essentiellement les forces syndicales (CGT et CGTU à l'époque). Inversement, dans les pays où le fascisme a triomphé en Europe dans l'entre-deux-guerres (Allemagne, Italie, Espagne), c'est grâce au ralliement des couches sociales intermédiaires, voire populaires, qui étaient minées par la crise, ou dont la propriété leur paraissait menacée.

Il apparaît donc, tant sur le plan théorique qu'historique, que le concept de classe(s) moyenne(s) est vraiment mal assuré, pour comprendre le passé et aussi le présent. Aujourd'hui, il ne permet pas de rendre compte de la transformation radicale subie par les sociétés car impulsée par la dynamique du capitalisme néolibéral. Les Gilets jaunes traduisent sans doute l'aspect contradictoire de cette radicalité : une compréhension diffuse mais de plus en plus précise de l'impossibilité de vivre dans un monde où le moindre espace de visibilité sociale est obstrué, et, en même temps, un aveuglement total sur la cause profonde du déracinement social puisque le phare est mis sur l'État et son gouvernement, laissant dans l'ombre le patronat, les actionnaires et tous les détenteurs du pouvoir économique et financier. Le renvoi de la résolution de tous les problèmes sociaux à l'échelle individuelle (chacun décide d'occuper un emploi ou pas en traversant la rue ou en restant sur le bord, d'optimiser son parcours de formation en calculant ses coûts et bénéfices, de partir en retraite quand il le souhaite, etc.) a produit une révolte, mais une révolte en partie décervelée, non pas parce que les classes sociales ont disparu, mais parce que la classe dominée a subi, et subit, depuis plus de quatre décennies, une défaite cuisante. Défaite dont la difficulté des syndicats, en France mais aussi ailleurs, à ériger un contrefort face aux attaques anti-sociales, est un signe, moins d'une disparition des classes, d'une disparition de la classe prolétaire salariale, que d'un émiettement celle-ci parce que les lieux et les moments de la constitution de son existence socio-culturelle (sa conscience disait-on autrefois) ont été progressivement dissous. Les centres commerciaux en périphérie des villes ne sont pas des lieux « sociaux », ce ne sont que des lieux où l'on remplit des chariots de marchandises, de fétiches.

La prétendue disparition des classes en sociologie a son corollaire en politique : le clivage gauche/droite aurait disparu. Là encore, il s'agit d'une confusion entre, d'un côté, un clivage mettant aux prises une politique favorable aux classes populaires et une politique favorable aux classes bourgeoises, et, de l'autre, un clivage partisan, au vu du ralliement des partis dits de gauche aux dogmes libéraux des partis ouvertement de droite.

La sociologie est un sport de combat, disait Bourdieu. La sociologie de la(les) classe(s) moyenne(s) fait disparaître les combattants. Sauf qu'il y en a qui gagnent le combat... Comme le rapport capital/travail est désormais passé sous silence, il n'y a plus que du capital auquel tout se réduit : du matériel au social, au symbolique et à la nature. La sociologie et l'économie bien-pensantes se rejoignent enfin ! Vive l'interdisciplinarité !...